



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques**

**Arrêté n°162-DDPP-2022
portant mise en demeure**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 22-012 du 4 mars 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°163-DDPP-20 du 18 mai 2020 réglementant les activités de la société RDS afin d'exploiter une installation de tri, transit et traitement de déchets située ZI des Vollons II Rue André Richard ANDREZIEUX-BOUTHEON ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 11 mars 2022 faisant suite à l'inspection qui s'est déroulée le 22 février 2022 ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 11 mars 2022 transmettant à la société RDS le rapport d'inspection susvisé conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté des non-conformités relevées lors de l'inspection du 22/02/2022;

CONSIDÉRANT que ces non-conformités constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°163-DDPP-2020 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} : La Société RDS exploitant une installation de tri, transit et traitement de déchets située ZI des Vollons II Rue André Richard ANDREZIEUX-BOUTHEON, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°163-DDPP-2020. Pour cela, l'exploitant devra respecter à compter de la notification du présent arrêté :

- sous 5 mois les prescriptions de l'article 8.2.7 de l'arrêté préfectoral n°163-DDPP-2020
- sous 1 mois les prescriptions de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral n°163-DDPP-2020
- sous 1 mois les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°163-DDPP-2020

Article 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 4 : Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire d'Andrézieux-Bouthéon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Etienne, le **28 AVR. 2022**

Pour la Préfète
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

copie adressée à :

- Société RDS
- ZAC les Vollons II
- 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Mairie d' Andrézieux-Bouthéon
- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono